

Monsieur le Président,

Cette seconde convocation en comité technique emplois se tient dans un climat social que l'on peut qualifier de pré-révolutionnaire dans une France aux institutions vieillissantes et à la pauvreté grandissante. Partout dans les rues, « sur les ronds-points » comme ils disent, dans les manifestations et, demain, n'en doutez pas, dans les entreprises et les administrations, ce mouvement pose et posera la question de la société future.

Plus question de ne parler que du prix de l'essence ou des difficultés de fin de mois (qui souvent commence le cinq). Aujourd'hui les doléances des gilets jaunes, soutenues par une majorité des Français, parlent de partage des richesses, de démocratie, de mieux vivre ensemble et de justice sociale et fiscale.

La CGT pourrait être signataire de la majorité des revendications des gilets jaunes c'est dire si la convergence est naturelle et, au grand désarroi du gouvernement, proche.

Nous sommes passés en quelques semaines d'une France résignée, ou le discours du « c'est pas possible » dominait, à une France prête à se battre pour corriger, par la loi, les inégalités patentes.

Cela nous confère, à tous, une responsabilité particulière car nous sommes des agents des Finances publiques et, à ce titre, nous savons bien que la fraude est résorbable et que l'argent existe... Il faut seulement aller le chercher là où il est...

Le choix politique a été fait de privilégier la caste de la Finance et des riches au peuple. Que ceux qui l'ont fait en assume la responsabilité au regard de l'histoire et des citoyens. La pauvreté de plus en plus présente et générée par la cupidité de quelques-uns ne durera pas... Le masque est tombé sur des manipulations trop flagrantes...

Notre rôle de fonctionnaire est sans doute de fonctionner avec le maximum d'efficacité et, avec cela, nous ne pouvons qu'être d'accord. Mais derrière l'efficacité ou l'efficience, comme vous aimez à la qualifier, se cache sans doute des contenus différents entre notre analyse et la vôtre. Vous avez, comme la DGFIP, comme le gouvernement, une vision purement comptable, une vue à court terme sur le coût de nos emplois sans mesurer le coût de notre disparition pour la société. La CGT a une vision d'intérêt général qui nous semble beaucoup plus noble et beaucoup plus juste.

Parler d'efficience, pour nous, serait nous donner les moyens de lutter contre la fraude fiscale. Parler d'efficience serait avoir les moyens de la mise en place des réformes décidées.

Nous voulons ici pointer la responsabilité du gouvernement et de l'Assemblée nationale qui ont, malheureusement, choisi le pourrissement, le dénigrement, l'autoritarisme, la manipulation médiatique en lieu et place du dialogue, de l'écoute et de la négociation.

C'est un jeu inconscient et dangereux qu'ils paieront tôt ou tard.

Le gouvernement aura beau multiplier les violences policières, les arrestations arbitraires, voire, aujourd'hui, préventives, ils ne font, par ce moyen-là, que s'affaiblir et montrent le désarroi d'un pouvoir aux abois.

Aucune réponse, que des provocations !

Aujourd'hui encore un débat national est lancé avec comme limite le soi-disant programme du sieur Macron... On voit là encore toute l'étendue de la tentative de manipulation. Le peuple ne se laissera plus manœuvrer comme on tente de le faire depuis des décennies.

Du palais doré du monarque monte des tentatives de division des Français par la désignation de responsables : ces fainéants, ces assistés, ces chômeurs, ces étrangers, ces migrants, ces fonctionnaires.

Ces idéologies sont mises en œuvre uniquement pour diviser alors que les vrais

responsables sont les fraudeurs, les nantis, les accumulateurs de richesses sans vergogne et à n'importe quel prix.

Il faut remettre l'intérêt général et les services publics au cœur de notre société. Cela passe par une remise à plat de notre système fiscal, seul outil public permettant le partage des richesses et dont les fondements sont inscrits dans notre constitution.

La DGFIP et le ministère, pourtant, persistent dans les abandons de missions, l'accumulation de réformes menées sans concertation, des suppressions d'emplois encore et encore et leur lot de restructurations pour absorber le manque de personnel... Toutes ces décisions vont à l'encontre du service public et de l'intérêt des personnels des Finances publiques.

Aux 2 150 suppressions d'emplois en 2019 à la DGFIP, il faut rajouter les 40 000 déjà subies depuis 20 ans dans le secteur fiscal, comptable ou foncier. C'est un chiffre qui s'apparente à un plan social digne des grandes restructurations thatcheriennes. S'il s'agissait de licenciements dans le privé, nos chers ministres feraient sans doute semblant de s'interposer et de s'insurger. Mais s'agissant d'emplois publics, ils vont jusqu'à s'en féliciter !!!

C'est proportionnellement notre administration qui paye le plus lourd tribut aux suppressions d'emplois de fonctionnaires. Alors que penser de ces technocrates idéologues de la « France du tout Finance et du tout économie étatique » ?

Est-ce que les 40 000 agents étaient inutiles ? Leurs missions étaient-elles obsolètes ??? Ne doit-on pas faire le parallèle entre la progression de la fraude fiscale et la baisse de nos effectifs ? Comment ne pas penser que le néo libéralisme n'a que faire du coût des fonctionnaires mais s'occupe du moins d'état doctrinal. On aura beau leur démontrer que le coût du CICE est plus important que le coût des fonctionnaires rien n'y fera car leur visée est la casse pure et simple de la fonction publique.

Les ministres, les uns après les autres, pourtant, réaffirment, à juste titre, que la DGFIP est au cœur de la République. Et nous ne pouvons qu'être d'accord ! Que de contradictions de la part du gouvernement cependant entre l'affirmation de l'importance de notre administration et sa mise à terre par son affaiblissement.

Heureusement que les agents de la DGFIP sont fiers de cette importance au cœur de l'État démocratique et combattent par leurs compétences et leur refus de se décourager les attaques incessantes du pouvoir en place.

Contradiction qui n'en est peut-être pas une, d'ailleurs, quand on regarde l'orientation de la politique menée où, le moins que l'on puisse dire, est qu'elle ne va pas dans le sens de plus de justice fiscale ou de lutte contre la fraude fiscale. Soumise à la seule règle de l'austérité, notre administration est de plus en plus désorganisée au détriment du contrôle fiscal ou du contrôle des dépenses publiques.

C'est intolérable et nous ne le tolérerons pas !

2 150 suppressions d'emplois, c'est plus de difficultés pour réaliser nos missions d'une manière "efficiente" comme vous dites . 2 150 suppressions d'emploi ce sont des charges de travail encore accrues, des conditions de travail toujours plus dégradées, des risques psychosociaux aggravés.

Acceptez-vous d'être complice d'une situation qui pousse les agents dans le plus profond désarroi, pour ne pas parler de dépresses allant parfois jusqu'au burn-out ou plus dramatique encore ?

La diminution des moyens touche parfois à l'absurde... La limitation du nombre d'habilitations à « Consult PAS » est un exemple digne des plus grandes farces satiriques. C'est malheureusement la conséquence d'une impréparation ou, plutôt, d'une préparation

à l'économie, tant en personnel qu'en moyens financiers et techniques.

Cela pourrait être le vrai scénario d'une bonne pièce de boulevard. Et sans doute aurions-nous rit ensemble de ces aberrations répétitives si elles ne conféraient pas à l'absurde. Mais nous n'avons pas le cœur à rire. Les conséquences sont dramatiques et vont nous mettre dans des conditions de travail extrêmement dangereuses et qui ne permettent pas d'exercer les missions raisonnablement. Et la prime saupoudrée par le ministère n'y changera rien...

C'est inadmissible !

2 150 suppressions d'emplois et la diminution des budgets se rajoutent au désarroi budgétaire personnel de familles touchées par le manque de pouvoir d'achat.

Les agents de la DGFIP (nous ne parlons pas de vous bien sûr) font face depuis des années à une baisse du pouvoir d'achat : valeur du point d'indice gelé, refus de négocier sur la reconnaissance des qualifications, pas de prise en compte de la cherté de la vie. Tous ces éléments font que, même dans notre administration, on décèle aujourd'hui des travailleurs pauvres !

Localement, on sent bien, dans les services, les difficultés au quotidien pour remplir, a minima parfois, les missions régaliennes qui sont les nôtres.

Dans nos services exsangues, des listes qui succèdent aux listes, des réformes ou des lois votées succèdent à d'autres réformes ou d'autres lois qui laissent les agents dans un flou qui est loin d'être artistique.

Avant de parler du PAS qui, de toute manière, ne passe pas... nous voudrions dire un mot sur la loi ESSOC. L'attitude de la Direction générale est inadmissible ! Sans doute trop occupée à travailler sur le PAS, tout le reste a été laissé à l'abandon. Dans les services, il a fallu, au risque de ne pas être juridiquement fiable, inventer des imprimés, en aménager d'autres (le 3949 par exemple) pour tenter de mettre en place une loi qui devrait être, en pratique, depuis des mois et pour laquelle notre administration centrale n'a pas daigné envoyer des imprimés et des directives claires. Cette navigation à vue dans le brouillard des affaires juridiques est scandaleuse et le manque de soutien de la direction générale une aberration.

Bien évidemment, nous ne pouvons pas faire cette déclaration sans parler du PAS et de sa mise en place qui selon le ministre se passe sans problème... Sic !!! Cette poudre aux yeux, dite, à tort, « réforme de l'impôt » n'est en fait qu'une privatisation pure et simple du recouvrement de l'impôt sur le revenu. Et nous subissons un grand moment d'improvisation de la DGFIP.

On en appelle à la plus haute hiérarchie, vous y compris, pour répondre aux demandes des citoyens souvent sans avoir les éléments techniques et pratiques. Vous assurez avec zèle le service après vente à grand renfort de médias... Mais aussi à grand coup de mensonges, de non-dits et d'omissions... "Tout se passe bien." "Il n'y a pas plus de monde qu'avant dans les accueils." À vous écouter, les agents des accueils et les renforts qui y sont appelés en cette période n'existent pas... Le détachement de cadres supérieurs positionnés en banque d'accueil de certains sites n'existent pas non plus... Tout va bien brave gens. Dormez en paix... La direction s'occupe de tout... C'est une mobilisation générale de la DGFIP qui tent à pallier les errements du système et à son incompréhension par les citoyens. Et encore, n'avons-nous vu là que les prémices de ce qui va se passer en fin de mois avec l'arrivée des payés !

Et c'est dans ce contexte-là, presque tranquillement, comme une routine, que l'administration supprime des emplois et que nous sommes réunis ici pour « gérer » la

pénurie et choisir quel service sera sacrifié avant tel autre...

17 suppressions qui se rajoutent encore aux 215 emplois supprimés depuis dix ans dans la Haute-Garonne, aux tentatives de suppressions de présence de services publics en zone rurale, donnant raison aux gilets jaunes qui défendent la survie de leur territoire. 17 suppressions d'emplois, des restructurations, fusions et autres ruses pour faire passer la pilule...

Nous ne cautionnerons pas ces nouvelles suppressions d'emplois et vous ne devriez pas, vous aussi, en toute responsabilité les cautionner. En qualité de citoyen d'abord, de fonctionnaire ensuite et de responsable enfin.

Aussi, voici ce que nous pourrions longuement vous dire au cours de la journée :

- à Baziège : vous supprimez un emploi de catégorie B ! Cette trésorerie, après un combat de plusieurs mois à l'initiative de la CGT, du maire, des élus du Lauragais et de la population, a été maintenue par le ministre Darmanin. Il est de votre responsabilité que ce service ait les moyens de fonctionner. S'agit-il d'une basse vengeance du ministre vis-à-vis du député Nadot qui a été évincé du parti présidentiel pour ne pas avoir voté le budget 2019 ? Cela veut-il dire que Baziège fermera à la fin de l'année ? Dans tous les cas, vous ne pouvez négliger à ce point les collègues, leurs conditions de vie au travail, les collectivités, les élus au point d'afficher aussi ostensiblement ce mépris.
- Villefranche de Lauragais : le poste passe de 5 à 9 emplois budgétaires avec un emploi d'encadrement. Pourtant, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, il est toujours en déficit d'emplois, manque 3,1 ETP, soit 34 % d'emplois vacants ! Par ailleurs, le CHSCT n'a eu la transmission d'aucun plan. Les collègues vous ont alerté par voie de pétition de leurs inquiétudes et le seul signal que vous leur donnez c'est : débrouillez-vous avec ce que vous avez.
- PIAA : dans les documents fournis, nous n'avons aucun élément justifiant la suppression de 2 emplois C (6 emplois vacants depuis la dernière CAPL). Pourtant, vous avez dû motiver vos propositions à la centrale (c'est un service supra-départemental) !?!
- Trésorerie CHU de Toulouse : suppression de 2 emplois C et arrivée de 2 B et 2 C transférés de l'hôpital Marchant. En 8 ans, ce service a subi la suppression de 14 emplois ! Êtes-vous en train de préparer le périmètre de la future agence comptable hospitalière ?
- Paierie régionale : un emploi C est supprimé sans baisse de charge ! Nous constatons que l'arrivée d'une AFIP est prévue au 1<sup>er</sup> août 2019. Compte tenu du démarchage actif que vous avez effectué auprès de la Région pour une transformation en agence comptable, nous pouvons nous poser des questions sur l'avenir des collègues de ce poste.
- SIP et SIE Cité : la promesse avait été faite par la direction d'une fusion à effectif constant. Nous ne devons pas avoir la même définition de la constance puisque ces services se voient chacun amputé d'un emploi C ! Le SIE débute son activité avec un déficit de plus de 20 % de ses emplois. De surcroît, au dernier CHSCT, vous avez informés les représentants du personnel que le poste d'IDIV redéployé de la direction vers le SIE Cité ne serait pas pourvu. Encore une chaise vide à votre actif...
- EDR : suppression d'un B et de deux C : alors que l'équipe de renfort est depuis plusieurs années saupoudrée dans les services, il est vrai qu'il était urgent de

commencer à en liquider les emplois. Nous avons bien compris que la disparition probable du CPS relais de Toulouse (et de ses 2/3 d'emplois dont le surcoût est pris en charge par la centrale) était intégré dans les calculs de la direction. Il est vrai aussi qu'en cette période de mise place du PAS, on préfère embaucher des contractuels cadres A (moins cher ?) pour répondre aux usagers que des collègues titulaires !!!

- SPF St Gaudens : les documents fournis font état du transfert de tous les emplois de St Gaudens à Muret alors que la DRH nous a soutenu que ce n'est pas ce qui était prévu initialement. Comme nous avons tendance à croire les écrits, allez-vous nous communiquer un document qui garantit le maintien des emplois à St Gaudens et par là même les droits et garanties des personnels concernés. Par ailleurs, la transformation du service en antenne nous fait plus que craindre sa disparition prochaine.
- Balma-L'Union : nous dénonçons une nouvelle fois les conditions tardives d'affectation des agents de Balma et de l'Union. À l'Union, ce qui est certain, à ce jour, c'est que sur les 4 emplois transférés, 3 seront vacants jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2019. Il y a, encore ici, un manque flagrant d'anticipation de la direction !
- St Alban : un emploi de catégorie A est transféré sur le poste. Aucune charge supplémentaire n'est exposée dans les documents : qu'est ce que cela cache ?

Comme par le passé, nous vous avons demandé de nous fournir un certain nombre de documents que nous jugeons indispensables à la préparation de cette instance. Comme par le passé, vous nous avez répondu que certains nous seraient communiqués en séance, d'autres pas du tout. Considérant que les conditions d'un dialogue social de qualité ne sont pas réunies, nous ne participerons pas à ce CTL. Nous refusons de partager la responsabilité de vos mauvais choix. Nous poursuivrons sans relâche nos actions résolues contre la baisse des moyens humains et budgétaires et pour l'amélioration de la reconnaissance des agents et de leurs conditions de travail.

Pour finir, nous voudrions vous rappeler que la vraie violence, c'est neuf millions de pauvres, 200 000 SDF et 100 milliards d'évasion fiscale...